



Service Affaires Juridiques
Blandine Continant

Mis en ligne le
23 JAN. 2023

ARRÊTÉ DE MISE EN SECURITE - PROCEDURE D'URGENCE

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu les articles L 2212-4 et L.2213-24 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.511-1 L-511-6, L.521-1 à L.521-4, et R 511-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté n° 22 0511 16 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Baranger Denis, Directeur Général des services,

Vu les courriers adressés au cabinet Archives Généalogiste ANDRIVEAU alertant de la dangerosité du site,

Vu la visite sur place, 34 rue Defforge à Choisy-le-Roi, le 29 avril 2022 du représentant de la commune Monsieur Charles SOUQUE, et de Monsieur Pascal SALLET architecte DESA du cabinet Agence SALLET,

Vu le rapport dressé par Monsieur Pascal SALLET, architecte DESA du Cabinet Agence SALLET, en date du 6 mai 2022 concluant à l'existence d'un danger notamment du fait de la chute de matériaux et de la mitoyenneté du bien,

Considérant que les désordres constatés, qui affectent cette propriété et mettent en cause la sécurité des voisins et du public circulant dans la rue.

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a lieu d'ordonner les mesures indispensables pour faire cesser ce danger imminent dans un délai fixé.

ARRETE

Article 1 : Les héritiers de M _____ décédé à Choisy-le-Roi, propriétaire du bien situé 34 rue Defforge à Choisy-le-Roi, cadastré AL N° 59.

Cabinet Archives Généalogiste ANDRIVEAU, mandataire des héritiers de M _____.

Sont mis en demeure de diligenter les travaux suivants :

- 1) Mise en place de l'ensemble des protections nécessaires,
- 2) Démolition de la partie haute du bâtiment en front de rue, cette démolition sera réalisée de manière à préserver la hauteur des murs existants à une arase d'environ 30 cm au-dessus du faitage du bâtiment du N° 36,
- 3) Les linteaux bois seront déposés, la structure bois du plancher sera déposée, si des observations plus précises sont rendues possible par l'intervention d'une entreprise, il conviendra éventuellement de contreventer les murs existants par la mise en place d'une ossature bois ou métal à l'intérieur de la construction existante,
- 4) Les nouvelles arases des murs existants devront être revêtues d'un glacié ciment permettant d'éviter toute pénétration dans les murs maçonnés,
- 5) Les enduits de façade seront piochés et toutes les parties soufflées seront éliminées,

- 6) Il pourra être envisagé de combler le ½ sous-sol supposé pour éviter des infiltrations qui seraient susceptibles de saper les fondations,

Ces préconisations pourront permettre de pérenniser le bâtiment du 34 en préservant l'intégrité du bâtiment mitoyen mais ces travaux ne peuvent être que provisoires avant une démolition complète de toutes les maçonneries.

Article 2 : Faute pour les héritiers mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites par l'expert de manière immédiate et sans délai, ces dernières seront exécutées d'office par la commune à leurs frais.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié au Cabinet Archives Généalogiste ANDRIVEAU, mandataire des héritiers de M , afin qu'il le transmette aux héritiers concernés.

Article 4 : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L 511-22 et à l'article L 521-4 du Code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : Le Maire et Monsieur le Directeur Général des Services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Madame la Préfète du Val de Marne,
- Monsieur le Procureur de la République,
- Monsieur le Commissaire de Police,
- Monsieur le Commandant des Sapeurs-Pompiers,
- La Caisse d'Allocation Familiale,
- La Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL),

Article 6 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe les héritiers de M qu'ils peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Maire, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérécours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 11 janvier 2023

Le Maire,



Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi